

CONFERENCE EUROPEENNE

L'ECONOMIE SOCIALE : UN INSTRUMENT D'INTEGRATION ET DE COHESION SOCIALE

SESSION PLENIERE : NOUVEAUX MOUVEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE ET AUTRE MONDIALISATION

Intervention de Monsieur François SOULAGE

- Membre du groupe « Politique d'entreprise » de la direction générale « Entreprises » de la commission européenne.
- Président de l'Union Nationale des associations de tourisme (France).
- Président de l'Institut de Développement de l'Economie Sociale (France).

Introduction :

Il n'est pas utile d'opposer anciens et nouveaux mouvements de l'économie sociale. Chacun d'entre eux est né et s'est développé dans un contexte politique et géographique déterminé qui explique la très grande diversité des mouvements d'économie sociale dans l'Europe. Il faut aussi rappeler que le terme « économie sociale » dans son sens actuel est né en France en 1977 pour répondre à une situation française spécifique : La coexistence de trois familles d'acteurs économiques et sociaux proches les uns des autres, les associations, les coopératives et les mutuelles dont la caractéristique commune est d'être des groupements de personnes et non des entreprises patrimoniales.

Il n'est donc pas étonnant si ce terme s'adapte mal à d'autres réalités européennes que la France. Ainsi par exemple, à la conférence de Gävle, il est apparu clairement que le terme de « coopérative » utilisé par la plupart des pays européens correspondait à l'expression française d'« économie sociale ». De même, lorsque nos partenaires européens utilisaient le terme « économie sociale », ils parlaient de réalités économiques qui, chez nous, s'appelaient « économie sociale et solidaire » qui ne fait pas automatiquement référence à des statuts juridiques déterminés.

Dès lors, je vais vous parler des mouvements d'économie sociale et solidaire .

I – Les mouvements d'économie sociale et solidaire sont une réponse citoyenne à une économie mondialisée. Ils permettent de passer d'une logique de compétition à une logique de coopération.

Les deux caractéristiques premières et communes de l'économie sociale dans l'ensemble de l'Europe, sont :

- l'absence de recherche de profit. Ce sont des structures « NOT FOR PROFIT ».
- l'entrepreneuriat collectif.

Cette double caractéristique prend le contre-pied de ce qui est, aujourd'hui, le moteur de la mondialisation :

- la recherche du profit,
- la compétition entre acteurs.

Ceci ne signifie pas que l'économie sociale et solidaire refuse la mondialisation, elle en refuse les formes actuelles et leurs conséquences essentielles qui sont :

- l'exclusion d'individus ou de zones géographiques délaissés parce qu'elles seraient « à l'écart » du progrès,
 - l'inégalité croissante entre classes sociales et entre pays selon qu'ils disposent ou non, d'atouts leur permettant de « jouer dans la cour des grands ».
- .../...

C'est pourquoi, avant de voir comment l'économie sociale peut faire face ou aider à faire face aux conséquences des changements permanents de nos sociétés, il faut regarder comment dans certains secteurs de l'activité économique, le mode d'entreprendre sous forme d'économie sociale peut tenir une place grandissante.

Cette approche, soutenue à plusieurs reprises par le gouvernement français a conduit à soutenir le développement de la mutualité dans le domaine des assurances de biens et de personnes à travers la réforme du Code de la Mutualité, celui des banques coopératives avec le changement de statut des Caisses d'Épargne devenues coopératives, celui des associations pour développer les services aux personnes.

Mais cette stratégie n'a pas fait l'objet d'un consensus intergouvernemental au niveau de l'Union Européenne.

Aujourd'hui, l'économie sociale n'a pas une stratégie offensive de développement, mais une stratégie défensive, de réparation du système économique libéral comme cela est manifeste depuis le début de cette rencontre.

Il nous semble aujourd'hui, qu'un plus grand nombre d'activités économiques pourraient fonctionner selon des statuts d'économie sociale ou des formes solidaires, ce qui permettrait de construire des remparts efficaces contre une mondialisation libérale.

Trois directions d'action, peuvent être proposées qui reprennent beaucoup des propositions émises au cours des précédentes rencontres européennes.

- Redonner sens à l'action collective en favorisant des solutions collectives, coopératives et associatives, pour répondre aux besoins liés à l'allongement de la vie, à la demande de services au domicile, de sécurité personnelle et pécuniaire, cela se traduit par deux objectifs :

1.1 Vivre Mieux : - Services aux personnes et de proximité.

1.2 Vivre plus sûr : - Protection des biens et des personnes,
- Préparation à la retraite,
- Développement de services sociaux d'intérêt général (accès au logement, aux loisirs

que l'on ne peut laisser au secteur concurrentiel sans risque de voir des catégories importantes de la population écartées du bénéfice de ces services si ceux-ci dépendent uniquement de la possibilité pour chacun de payer le service.

2) - Prévenir l'exclusion et soutenir les actions d'insertion pour répondre au besoin d'assurer son avenir professionnel et celui de ses enfants et suivre le rythme du progrès.
- Formation permanente tout au long de la vie.

- - Assurer un développement mondial plus équilibré et lutter contre l'échange inégal par le commerce équitable et un développement durable mondial.

Cette logique de coopération va d'ailleurs plus loin que nos entreprises d'économie sociale, elle concerne les nations elles-mêmes.

En effet, pour résister à une mondialisation aveugle, les pays ne peuvent plus agir seuls, mais réunis dans des ensembles régionaux dotés d'une vraie stratégie commune et d'outils communs de régulation du marché.

II – Pour répondre aux déséquilibres sociaux, il faut une véritable transformation sociale.

Les déséquilibres sociaux ou les nouveaux besoins sociaux qui découlent d'une société en changement permanent, ne sont pas le fruit du hasard.

Le changement permanent, et sans cesse accéléré, de nos sociétés européennes industrialisées, résulte essentiellement de l'absence de régulation politique au niveau européen.

Nos sociétés ont vu leurs structures d'organisation détruites peu à peu par l'irruption de logiques marchandes, par la montée de l'individualisme qui est le corollaire de la marchandisation.

La priorité de l'économie sociale et solidaire est de reconstruire des liens sociaux entre les individus, entre les groupes, entre les nations pour contrecarrer les effets pervers d'une concurrence exacerbée.

La coopération ou l'association entre individus ou entre personnes morales est l'autre forme possible du « vivre sur un territoire ». Cela s'appelle « vivre ensemble ».

L'un des obstacles principaux à l'émergence d'une économie sociale, force de transformation sociale, est la grande faiblesse de l'intercoopération pour construire un système économique plus cohérent.

L'économie sociale n'a pas de réelle capacité de résistance face à l'émergence de grands groupes multinationaux, car elle n'a su, ni créer de vastes ensembles d'intercoopération avec son statut propre, des entreprises internationales, à l'exception de deux secteurs :

- les banques,
- l'agriculture.

Cette évolution peut sans doute avoir lieu dans d'autres domaines, mais quels sont les moyens que nous nous donnons ?

Ainsi par exemple, sommes-nous prêts à utiliser toutes les possibilités ouvertes par le statut européen des coopératives qui pourrait donner l'occasion de créer des ensembles internationaux.

Conclusion :

Les nouveaux mouvements de l'économie sociale prennent en charge des nouveaux besoins selon des formes que sont quelquefois différentes de celles habituellement utilisées.

Mais comme les précédents, ces mouvements sont appelés à se développer et se poseront, à un moment ou à un autre, les mêmes questions que les autres mouvements, celles que posent la dimension croissante, la concurrence nationale et internationale, les divergences d'intérêts entre les divers « stakeholders ».

Mais, compte tenu de la rapidité des changements, de l'exigence de la demande des individus, de la technicité croissante des méthodes de productions, ils ont besoin de s'appuyer sur l'existant.

Plus que jamais l'intercoopération paraît essentielle.

